

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions  
Interministérielles

Urbanisme et Environnement  
3<sup>ème</sup> Bureau

Commune de ROSIÈRES-EN-SANTERRE  
S.A. « B.P. FRANCE »

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**  
Pour le préfet et par délégation :  
L'attaché, chef de bureau,

  
Marc COTTEAUX

**ARRÊTÉ DU 26 AOÛT 2004**

Le préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Officier de la Légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre I, livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 février 1997 relative aux sites et sols pollués ;

Vu la circulaire ministérielle du 10 décembre 1999 relative aux sites et sols pollués ;

Vu le guide de gestion des sites (potentiellement) pollués publié par le ministère de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2004 portant délégation de signature de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1990 autorisant Monsieur Michel RICQUE, demeurant : 2 rue d'Hangest Dolez à ROSIÈRES-EN-SANTERRE (80170), à exploiter un dépôt de liquides inflammables sur le territoire de la commune de ROSIÈRES-EN-SANTERRE, route d'Harbonnières ;

Vu le changement d'exploitant intervenu le 20 juillet 1993 au bénéfice de la S.N.C. « INTEFUEL », siège social : 60-62 rue du Maréchal Foch à VERSAILLES (78000) ;

Vu le changement d'exploitant intervenu le 28 juillet 1998 au bénéfice de la S.N.C. « BP FIOUL SERVICES », siège social : 97 cours Gambetta à LYON (69003) ;

Vu le diagnostic environnemental de l'ancienne installation de stockage d'hydrocarbures de ROSIÈRES-EN-SANTERRE du 13 octobre 1999 ;

Vu la lettre de rappel de l'inspection des installations classées du 8 février 2001 à l'exploitant d'adresser un dossier de cessation d'activité en application de l'article 34-1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le courrier de l'exploitant du 6 mars 2001 fournissant le rapport d'analyse d'un piézomètre de suivi de la qualité de la nappe du 29 février 2000 et le bordereau d'élimination de déchets industriels ;

Vu le courrier de l'exploitant du 17 décembre 2001 fournissant le rapport d'analyse d'eau du 1<sup>er</sup> septembre 2001 et une proposition technique et financière du 1<sup>er</sup> octobre 2001 pour le traitement des terres excavées ;

Vu le courrier de l'exploitant du 25 mars 2002 fournissant une proposition technique et financière du 8 mars 2002 pour le traitement des terres excavées ;

Vu le courrier de l'exploitant du 9 septembre 2002 fournissant le rapport d'analyse du piézomètre de suivi de la qualité de la nappe du 29 juillet 2002 et 27 août 2002 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 2 octobre 2002 fournissant le rapport n°D1020090/1/1 de la société ATE relatif à la mise en place du traitement de terres par bio-venting ;

Vu les courriers de l'exploitant fournissant les rapports d'analyse du piézomètre de suivi de la qualité de la nappe des 29 novembre 2002, 8 janvier 2003 et 24 mars 2003 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 10 mars 2004 fournissant le bulletin d'analyse du piézomètre de suivi de la qualité de la nappe du 28 octobre 2003, le rapport n°D1020090/2/1 du 19 août 2003 de la société SITA REMEDIATION relatif au traitement de terres par bio-venting et le rapport de fin de travaux n°D1030330/1/2 du 25 février 2004 de la société SITA REMEDIATION ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 mai 2004 et l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie du 10 juin 2004 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 5 juillet 2004 ;

Le pétitionnaire entendu ;

Considérant que l'activité exercée par la S.A. « B.P. FRANCE » sur son site de ROSIÈRES-EN-SANTERRE a entraîné une pollution du sous-sol par des hydrocarbures ,

Considérant que la S.A. « B.P. FRANCE » a procédé à l'excavation et au traitement des terres polluées ;

Considérant que les teneurs en hydrocarbures totaux des terres en fond de fouille sont inférieures aux valeurs de définition des sources sols ;

Considérant que l'analyse périodique d'échantillons est nécessaire en vue de s'assurer qu'aucune dégradation n'est susceptible d'intervenir et de suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **- ARRÊTE -**

**Article 1<sup>er</sup>** : La S.A. « B.P. FRANCE », siège social : Parc Saint-Christophe Newton 1 - 10 avenue de l'Entreprise CERGY-PONTOISE cedex (95866), est tenue de procéder **sur une période de 3 ans à compter de la notification de présent arrêté** et dans les conditions prévues par les articles 2 à 4 suivants, à un suivi régulier de la qualité des eaux de la nappe au droit du terrain et des installations qu'elle possède sur le territoire de la commune de ROSIÈRES-EN-SANTERRE, route d'Harbonnières.

Les frais qui en résulteront sont à la charge de la S.A. « B.P. FRANCE ».

### **Article 2 :**

Un prélèvement sera effectué chaque semestre, suivant les règles l'art, sur le piézomètre, référencé PZc, implanté en aval hydraulique du site, pour les besoins du diagnostic de pollution du site confié à la société ATE, tel qu'il figure sur le plan joint en annexe.

### **Article 3 :**

Les échantillons seront confiés aux fins d'analyses à un laboratoire agréé par le ministre de l'Écologie et du Développement Durable.

Les analyses réalisées suivant des méthodes normalisées porteront sur les hydrocarbures totaux (HCT).

Les résultats commentés seront adressés chaque fin de semestre au préfet et à l'inspection des installations classées.

#### Article 4 :

La cessation de la surveillance de la qualité des eaux souterraines ne pourra intervenir que lorsque les teneurs mesurées seront inférieures aux valeurs maximales admises dans les eaux brutes destinées à la production d'eau potable après 3 campagnes de mesures consécutives.

#### Article 5 : Publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de ROSIÈRES-EN-SANTERRE par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de ROSIÈRES-EN-SANTERRE pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie la Gazette ».

#### Article 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de MONTDIDIER, le maire de ROSIÈRES-EN-SANTERRE, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. « B.P. FRANCE » et dont une copie sera adressée à :

- la directrice départementale de l'équipement de la Somme ;
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- le directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 26 AOÛT 2004

Pour le préfet et par délégation :  
La secrétaire générale,



Marcelle PIERROT

